



**UNION DEPARTEMENTALE DES
ASSOCIATIONS FAMILIALES
DU VAL D'OISE
(UDAF 95)**

**28, rue de l'Aven
95800 CERGY**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022



**UNION DEPARTEMENTALE DES
ASSOCIATIONS FAMILIALES
DU VAL D'OISE
(UDAF 95)**

**28, rue de l'Aven
95800 CERGY**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Départementale des Associations Familiales du Val d'Oise (UDAF 95) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint-Denis, le 18 mai 2023

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Dejoie', with a large, stylized loop at the beginning.

COMPTABILITE ASSISTANCE CONSEIL
Commissaire aux comptes
Christian DEJOIE

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

9

COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	3 179	3 179		
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	131 193		131 193	
Constructions	743 428	34 088	709 341	
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	187 678	111 933	75 745	31 164
Immobilisations corporelles en cours	91 133		91 133	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 845		1 845	17 070
Total I	1 158 456	149 199	1 009 257	48 234
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	551		551	3 650
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	237 237		237 237	176 672
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	199 628		199 628	251 243
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	823 023		823 023	917 248
Charges constatées d'avance	9 828		9 828	2 343
Total II	1 270 267		1 270 267	1 351 156
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 428 723	149 199	2 279 524	1 399 390
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

9

Bilan passif

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	4 371	4 371
Dotations non consommables		
Autres fonds propres		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	499 795	381 074
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité	601 305	473 036
Autres réserves		
Report à nouveau	111 115	113 108
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	203 957	205 950
Excédent ou déficit de l'exercice	80 807	126 277
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	36 242	116 729
Situation nette (sous-total)	797 599	716 792
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	27 444	27 444
Droits des propriétaires (Commodat)		
Total I	825 042	744 235
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	87 294	158 058
Total II	87 294	158 058
PROVISIONS		
Provisions pour risques		91 050
Provisions pour charges	51 176	51 176
Total III	51 176	142 226
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	762 580	91
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 466	62 677
Dettes des legs ou donations	17 806	17 653
Dettes fiscales et sociales	298 337	234 074
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	162 489	36 176
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 333	4 200
Total IV	1 316 012	354 871
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 279 524	1 399 390

9

Bilan passif

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
(1) Dont à plus d'un an (a)	711 954	
Dont à moins d'un an (a)	604 058	354 871
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	150	91
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

9

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 831	2 434
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	244 958	213 933
Dont parrainages		
Dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 812 997	1 764 312
Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités S.M.S.	1 123 380	1 037 753
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont Dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	133 731	26 906
Utilisation des fonds dédiés	147 058	46 234
Autres produits	292	165
Total I	2 341 867	2 053 983
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	436 186	408 452
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	128 295	77 056
Salaires et traitements	1 061 041	926 302
Charges sociales	454 951	386 819
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 942	13 908
Dotations aux provisions		91 050
Reports en fonds dédiés	76 294	13 750
Autres charges	32 702	27 387
Total II	2 240 411	1 944 723
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	101 456	109 260
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	235	403
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	235	403
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	5 111	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	5 111	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-4 876	403

47

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	96 580	109 663
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	17 150	22 607
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	17 150	22 607
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	32 866	2 982
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		2 913
Total VI	32 866	5 896
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-15 716	16 711
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	56	97
Total des produits (I+III+V)	2 359 252	2 076 993
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 278 445	1 950 716
EXCEDENT OU DEFICIT	80 807	126 277
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		10 095
Prestations en nature		
Bénévolat	12 684	
Total	12 684	10 095
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	12 684	10 095
Total	12 684	10 095

5

COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe

9

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : UDAF 95

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 2 279 524 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 80 807 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'UDAF du Val d'Oise est une Institution départementale, reconnue par l'ordonnance du 13 mars 1945 modifiée par la loi du 11 juillet 1975 (code de l'Action Sociale et des Familles) qui lui confirme son caractère représentatif de l'ensemble des familles du département.

4 missions distinctes lui sont assignées :

- . Donner son avis aux pouvoirs publics, sur les questions d'ordre familial, et proposer des mesures conformes aux intérêts matériels et moraux des familles.
- . Représenter l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics par le biais notamment de conseils, d'assemblées et organismes institués par l'Etat, la région, le département et les communes (CCAS, CAF, CPAM, organismes HLM, établissements de santé, ...)
- . Gérer des services familiaux dont les pouvoirs publics lui ont confié la charge.
- . Exercer devant toutes les juridictions les actions civiles vis-à-vis des faits susceptibles de nuire aux intérêts matériels et moraux des familles.

Ces missions sont réparties à travers plusieurs services :

- l'institution
- MJPM
- PAEJ
- L'ISTF
- la médiation

Ces ressources proviennent principalement des subventions de ses partenaires (DDETS, CAF et collectivités locales).

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre en outre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 du 08 novembre 2019 de l'Autorité des normes comptables relatifs aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Règles et méthodes comptables

- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets :

Logiciel : 3 ans

* Agencements des constructions : 10 à 20 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de bureau : 3 à 5 ans

* Matériel informatique : 3 à 5 ans

* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Règles et méthodes comptables

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,5 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 201		1 023	3 179
Immobilisations incorporelles	4 201		1 023	3 179
- Terrains		131 193		131 193
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions		743 428		743 428
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	20 578	51 968		72 546
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	120 700	9 468	15 035	115 133
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		91 133		91 133
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	141 278	1 027 190	15 035	1 153 433
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	17 070	1 845		1 845
Immobilisations financières	17 070	1 845		1 845
ACTIF IMMOBILISE	162 549	1 029 035	16 058	1 158 456



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 027 190	1 845	1 029 035
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 027 190	1 845	1 029 035
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service	1 023	15 035		16 058
Diminutions de l'exercice	1 023	15 035		16 058

9

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 201		1 023	3 179
Immobilisations incorporelles	4 201		1 023	3 179
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				34 088
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions		34 088		
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 555	3 813		14 368
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	99 559	13 042	15 035	97 565
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	110 114	50 942	15 035	146 020
ACTIF IMMOBILISE	114 315	50 942	16 058	149 199

9

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 448 537 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 845		1 845
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	237 237	237 237	
Autres	199 628	199 628	
Charges constatées d'avance	9 828	9 828	
Total	448 537	446 692	1 845
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	172 067
Fournisseurs - RRR à obtenir	247
Charges sociales - produits à recev	786
Produits a recevoir	85 826
Total	258 926

9

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	4 371				4 371
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	91 962	9 548			101 510
Réserves des activités sociales	381 074	118 721			499 795
RAN hors activités sociales	-92 842				-92 842
RAN des activités sociales	205 950	-1 993			203 957
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	9 548	-9 548	44 565		44 565
Exc.ou Déficit des activités sociales	116 729	-116 729	36 242		36 242
Situation nette	716 792		80 807		797 599
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	27 444				27 444
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	744 235		80 807		825 042

9

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	51 176				51 176
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	91 050		91 050		
Total	142 226		91 050		51 176
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			91 050		
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 316 012 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	150	150		
- à plus de 1 an à l'origine	762 430	50 476	206 352	505 602
Emprunts et dettes financières divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 466	69 466		
Dettes fiscales et sociales	298 337	298 337		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	180 295	180 295		
Produits constatés d'avance	5 333	5 333		
Total	1 316 012	604 058	206 352	505 602
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	800 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	37 570			
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Fact. non parvenue	19 673
Interets bancaires à payer	150
Dettes prov/conges payes	101 720
Autres charges à payer	30 867
Charges sociales s/conges à payer	49 081
Charges sociales - charges à payer	14 417
Charges à payer	27 925
Total	243 832

9

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	9 828		
Total	9 828		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d avance	5 333		
Total	5 333		

4

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 120 233	3 147			1 123 380
Subventions d'exploitation		80 417	51 800	284 573	272 827	689 617
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						1 812 997

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		80 807
MJPM		36 242
Part du résultat sur gestion conventionnée		36 242
Part du résultat sur gestion libre		44 565

Le résultat de la gestion libre pour l'année 2022 se traduit par un excédent de 44 565.30 euros et se décompose de la manière suivante :

Institution : + 32085.28 €

ISTF : - 1780.57 €

Médiation : + 14260.59 €

PAEJ : 0 €

	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2021
Résultat comptable	80 807	126 277
Reprise du résultat antérieur	29 266	
Excédent ou déficit effectif global	110 073	126 277
Dont résultat effectif sous gestion propre	44 565	9 548
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	65 507	116 729

9

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Dans le cadre de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que le Président et le Trésorier n'ont perçu aucune rémunération, ni avantage en nature au cours de l'année 2022.

En revanche, la 3ème personne parmi les 3 plus hauts cadres dirigeants est rémunérée, il s'agit du directeur administratif. Diffuser cette information reviendrait à donner une rémunération individuelle, ce qui pourrait être préjudiciable à la confidentialité souhaitée.

L'effectif total au 31 décembre est de 42 personnes.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 51 176 euros

Au regard des échanges en cours avec le financeur DDCE sur le sujet des provisions pour départ à la retraite, il a été décidé de maintenir la provision en l'état.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (pro sans dép.)
	A		B		C	A - B + C	
DDCS PAEJ	143 338	143 338	143 338		65 327	65 327	
DDCS ISTF	970	970	970				
PCB	13 750	13 750	2 750			11 000	
ENFANTS PARENTS SEPAR.					10 967	10 967	
Total	158 058	158 058	147 058		76 294	87 294	

9